



### **Qu'est-ce que les « documents palestiniens » et pourquoi suscitent-ils la controverse?**

Les documents palestiniens (aussi connus sous le nom de « Palestine Papers ») sont un ensemble de plus de 1600 documents confidentiels portant sur les négociations de paix israélo-palestiniennes obtenus par le réseau d'information Al-Jazira et partagés exclusivement avec le périodique britannique *The Guardian*. Al-Jazira et *The Guardian* ont commencé à publier ces documents le 23 janvier 2011. Ils suscitent la controverse parce qu'ils révèlent que l'Autorité palestinienne (AP) a offert aux négociateurs de paix israéliens d'énormes concessions incompatibles avec la position publique de l'AP et les attentes de nombreux Palestiniens. Entre autres :

- Céder la majorité de Jérusalem-Est à Israël<sup>1</sup> :
  - Permettre à Israël d'annexer toutes les colonies israéliennes construites dans la ville occupée de Jérusalem-Est en contravention au droit international, à l'exception de Har Homa. Cela contredit la position publique adoptée par l'AP voulant que Jérusalem-Est soit la future capitale de l'État palestinien.
  - Suggérer qu'un comité israélo-palestinien contrôle les lieux saints de l'esplanade des Mosquées et du mont du Temple.
  - Discuter de la cession d'une partie du point chaud qu'est le quartier arabe de Sheikh Jarrah.
- Seulement 10 000 réfugiés palestiniens, accompagnés de leurs familles, soit environ 100 000 personnes, seraient autorisés à retourner à ce qui est aujourd'hui Israël. Ce nombre symbolique équivaut à 1000 familles par an pendant 10 ans. Le président de l'AP, Mahmoud Abbas, a déclaré : « En ce qui a trait au nombre de réfugiés, il est illogique de demander à Israël d'en accepter 5 millions ni même 1 million. Cela signifierait la fin d'Israël »<sup>2</sup>. Cette concession potentielle suscite la controverse pour plusieurs raisons<sup>3</sup>.
- Reconnaître Israël comme « État juif ». Cette concession est source de déception et de colère chez les Palestiniens vivant en Israël qui font pression pour la création d'un État israélien biethnique qui les reconnaîtrait comme population autochtone.

Certaines discussions relatées dans ces documents ont été interprétées, en particulier par le Hamas, comme indiquant que les dirigeants de l'AP avaient été avertis à l'avance de l'attaque d'Israël contre Gaza, début 2009. Or, les dirigeants de l'AP disent qu'ils ne savaient que ce qu'Israël annonçait

déjà ouvertement, c'est-à-dire qu'il répondrait avec une force extrême aux tirs de roquettes de novembre et décembre 2008 provenant de Gaza<sup>4</sup>.

Saab Erekat, représentant de l'AP a condamné la publication des documents palestiniens, la qualifiant de campagne de diffamation. Il dit que les documents ont été cités hors contexte et que, jusqu'à ce que toutes les conditions d'un accord de paix aient été fixées, aucune concession ne sera acceptée<sup>5</sup>.

### **Que révèlent les documents palestiniens à propos de la position de l'AP en ce qui a trait aux négociations de paix?**

Les documents révèlent que, dans un vain effort visant à obtenir l'engagement d'Israël de permettre aux Palestiniens d'établir un État indépendant, les négociateurs de l'AP ont été jusqu'à offrir d'énormes et douloureuses concessions qui seraient à coup sûr impopulaires chez de nombreux Palestiniens.

Toutefois, comme le fait remarquer le groupe pacifiste Gush Shalom, qui accompagne les Palestiniens lors des affrontements avec l'armée israélienne et les colons dans les territoires palestiniens occupés, ces concessions ne représentent pas une rupture majeure avec les positions de longue date de l'OLP. Dès 1992, feu Yasser Arafat, chef de l'OLP, avait accepté des propositions similaires. Il aurait également accepté qu'Israël se définisse comme « État juif » et que le retour de millions de réfugiés palestiniens en Israël ne soit plus possible<sup>6</sup>.

### **Que révèlent les documents palestiniens à propos de la position d'Israël en ce qui a trait aux négociations de paix?**

Les documents révèlent que, contrairement à ce qu'il prétend, Israël a eu un partenaire extraordinairement flexible dans les négociations, l'AP, mais il a rejeté ses offres pour plutôt formuler des exigences que la plupart des Palestiniens jugeraient humiliantes :

- Tzipi Livni, qui était alors ministre des Affaires étrangères et qui est maintenant chef du parti Kadima, a rejeté les concessions de l'AP portant sur les colonies de Jérusalem-Est, qu'elle a jugées insuffisantes. Elle a plutôt exigé que l'AP laisse Israël les annexer *toutes*, y compris Har Homa, Ariel, une immense colonie implantée au cœur de la Cisjordanie, et Ma'ale Adumim, près de Jérusalem. L'administration Bush a, quant à elle, appuyé sans réserve la position d'Israël<sup>7</sup>.

- Livni a insisté à plusieurs reprises sur le « transfert » de certains citoyens israéliens d'origine palestinienne vers un futur État palestinien dans le cadre d'un échange de terres prévoyant l'échange de villages palestiniens situés en Israël contre des colonies juives de Cisjordanie. (L'AP a rejeté la proposition de Livni de transférer des citoyens israéliens d'origine palestinienne hors d'Israël sans leur consentement<sup>8</sup>.)
- Livni a déclaré en 2007 aux négociateurs palestiniens qu'elle était contre le droit international et elle a insisté sur le fait qu'il ne pouvait pas être inclus dans les paramètres des négociations : « J'ai été ministre de la Justice », a-t-elle déclaré, « mais je suis contre le droit, en particulier le droit international »<sup>9</sup>. Il s'agit d'un aveu étonnant de la part de quelqu'un qui, en tant que ministre de la Justice d'un État membre de l'ONU, devait faire observer le droit national et international.

### **Que révèlent d'autre les documents palestiniens?**

- L'usage de la torture par les forces de sécurité de l'AP : le coordinateur américain de la sécurité pour Israël et l'AP (le général Keith Dayton) s'est plaint des tortures infligées à des Palestiniens par les forces de renseignement de l'AP. « Les gars du renseignement sont bons. Les Israéliens les aiment, mais ils posent problème pour les donateurs internationaux, parce qu'ils torturent des gens », a déclaré le général Dayton<sup>10</sup>, qui a aussi fait remarquer que « les Canadiens ont affirmé un engagement envers ce travail » avec les forces de sécurité de l'AP relativement à la gestion des frontières et des points de passage<sup>11</sup>.
- L'implication des services secrets britanniques dans l'élaboration d'un plan secret ayant pour objectif un vaste coup de filet de l'AP contre le Hamas. Le plan prévoyait l'emprisonnement de dirigeants et de militants du Hamas, la fermeture des stations de radio et le remplacement des imams dans les mosquées. Ces documents révèlent que le projet a pris de l'ampleur à la suite d'énormes investissements dans les infrastructures et l'entraînement des services de sécurité de l'AP, des prisons pour les membres du Hamas, des bataillons pour affronter le Hamas et des plans pour renverser le Hamas à Gaza et assassiner ses dirigeants<sup>12</sup>.
- L'administration Obama a continué à financer l'AP, à condition que Salam Fayyad soit premier ministre<sup>13</sup>, forçant Abbas à nommer Fayyad à ce poste malgré le fait que le Hamas avait gagné en 2006 les élections au Conseil de l'AP supervisées par la communauté internationale et que, par conséquent, le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, devait légalement devenir premier ministre.
- L'OLP a exhorté Israël et l'Égypte à en faire plus pour empêcher la contrebande de marchandises dans la bande de Gaza<sup>14</sup>. Si l'on peut comprendre l'inquiétude de Abbas à l'idée que le Hamas se procure des armes, le fait qu'il a appelé au blocage des marchandises est incompatible avec

les propos qu'il a tenus en janvier 2008, lorsqu'il a qualifié le blocus de « punition collective ».

- L'AP, Israël et les États-Unis ont demandé au Conseil des droits de l'homme de l'ONU de retarder du 2 octobre 2009 au mois de mars 2010 le vote appuyant le rapport Goldstone, l'enquête de l'ONU sur les crimes de guerre commis par Israël et le Hamas lors de l'assaut contre Gaza durant l'hiver 2008-2009<sup>15</sup>.

La secrétaire d'État Condoleeza Rice a proposé d'installer les Palestiniens déportés en Argentine et au Chili<sup>16</sup>.

<sup>1</sup> *The Guardian*, « Israel spurned Palestinian offer of 'biggest Yerushalayim in history », 23 janvier 2011.

<sup>2</sup> *The Guardian*, « Papers reveal how Palestinian leaders gave up fight over refugees », 24 janvier 2011.

<sup>3</sup> Ces raisons sont les suivantes : 1) la plupart des 3 millions de réfugiés vivant dans des camps au Liban, en Jordanie ou en Syrie n'auraient alors que deux options : soit demeurer dans les camps, soit déménager dans le futur État palestinien, même s'ils viennent à l'origine de ce qui est aujourd'hui Israël; 2) le « droit au retour » des Palestiniens qui ont fui ou ont été expulsés de la Palestine mandataire lors de la guerre civile de 1947-48 ou de la première guerre israélo-arabe de 1948-49 est considéré par certains comme un droit individuel auquel seuls des personnes, et non les négociateurs, peuvent renoncer; 3) les Palestiniens qui vivent toujours en Israël seront dans l'impossibilité de rassembler leurs familles s'ils n'abandonnent pas leurs maisons dans ce pays.

<sup>4</sup> Les tirs de roquettes sont survenus après qu'Israël a rompu le cessez-le-feu en place depuis juin 2008 en assassinant un dirigeant du Hamas qu'il croyait responsable d'attentats suicides.

<sup>5</sup> *The Guardian*, « Palestinian negotiator rejects claims of back door deals with Israel », 26 janvier 2011.

<sup>6</sup> Correspondance privée entre CJPME et Uri Avnery, fondateur de l'organisme pour la paix Gush Shalom. M. Avnery a discuté longuement des négociations de paix en personne avec Arafat et d'autres dirigeants de l'OLP en 1992.

<sup>7</sup> *The Guardian*, « Israel spurned Palestinian offer of 'biggest Yerushalayim in history », 23 janvier 2011.

<sup>8</sup> *The Guardian*, « Israel spurned Palestinian offer of 'biggest Yerushalayim in history », 23 janvier 2011.

<sup>9</sup> *The Guardian*, « Papers reveal how Palestinian leaders gave up fight over refugees », 24 janvier 2011.

<sup>10</sup> *The Guardian*, « Palestine papers: MI6 plan proposed internment – and hotline to Israelis », 25 janvier 2011.

<sup>11</sup> *The Guardian*, « The Palestine papers: 'They are torturing people », 25 janvier 2011. (Compte rendu de réunion entre le Dr Saeb Erekat et le lieutenant général Keith Dayton, Département des négociations de Ramallah, 24 juin 2009 : p. 2)

<sup>12</sup> *The Guardian*, « Palestine papers reveal MI6 drew up plan for crackdown on Hamas », 25 janvier 2011.

<sup>13</sup> *The Guardian*, « US threat to Palestinians: change leadership and we cut funds », 24 janvier 2011.

<sup>14</sup> *The Guardian*, « PLO urged Israel and Egypt to do more to prevent Gaza smuggling », 25 janvier 2011. M. Erekat s'est également plaint en 2009 à l'émissaire américain George Mitchell qu'on en faisait trop peu pour fermer les tunnels reliant l'Égypte et la bande de Gaza, affirmant que les tunnels compromettaient le siège du territoire contrôlé par le Hamas. L'hostilité que l'AP nourrit envers le Hamas a augmenté après que celui-ci a pris le contrôle de la bande de Gaza en 2007, mais l'AP a admis que sur le long terme, il faudrait régler le désaccord entre elle et le Hamas afin d'éviter la perte de Gaza et le démantèlement des territoires palestiniens.

<sup>15</sup> Al-Jazira, « PA stonewalled the Goldstone vote », 26 janvier 2009. M. Abbas a reconnu qu'il avait demandé de retarder le vote, mais il a déclaré l'avoir fait pour gagner du temps afin de consolider les appuis à la résolution, à sa mise en œuvre et aux sanctions contre les auteurs des crimes.

<sup>16</sup> *The Guardian*, « Condoleeza Rice: send Palestinian refugees to South America », 24 janvier 2011.